



2023/

ARRETE - 2023 / AT - 0349 / 422

Le Maire de la Commune de Mandelieu La Napoule, 1er Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la Route, et notamment les articles R 325.12, R 411.25 et R 417.10,

VU le Code pénal et notamment son article R 610-5,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU l'arrêté n° 173 en date du 27 mai 2020, portant délégations de fonctions et de signatures à M. Serge DIMECH, Adjoint Municipal

CONSIDÉRANT que l'organisation d'une manifestation rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, **du 29/05/2023 au 02/06/2023 AVENUE MARCEL PAGNOL.**

ARRETE

ARTICLE 1 -

Le stationnement des véhicules est interdit **du lundi 29 mai à 06h00 au vendredi 2 juin 2023 à 18h00 AVENUE MARCEL PAGNOL** de part et d'autre du portail du CEC pour les manoeuvres de semi remorque.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

ARTICLE 2 -

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services Techniques.

ARTICLE 3 -

Madame Le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Brigade de la Gendarmerie, Monsieur le Directeur de la Police Municipale et Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à MANDELIEU-LA-NAPOULE,
le 12/05/2023
Le Maire
Adjoint Délégué à la Sécurité
Serge DIMECH

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.